

Haïti

Date de l'indépendance :
Le 2 janvier 1804

Capitale: Port-au-Prince

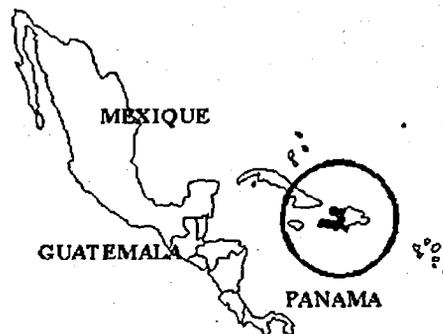
Population : 6,5 millions

Chef de l'État :
M. Jean-Bertrand Aristide

Chef de l'État :
M. Jean-Bertrand Aristide

Chef du gouvernement :
M. Robert Malval

**Ministre des Affaires
étrangères :**
M^{me} Claudette Marc-Antoine
Werleigh



Les relations Canada - Haïti: Les liens entre le Canada et Haïti ont été établis pendant la première moitié du XX^e siècle avec l'arrivée de nombreux missionnaires. Depuis le renversement du régime Duvalier, les relations se sont resserrées car le Canada a participé aux efforts pour favoriser le développement démocratique dans ce pays. Élections Canada et le gouvernement canadien ont apporté une aide importante aux élections générales de 1990. Le Canada a continué d'appuyer le président Aristide et le gouvernement légitime d'Haïti, aujourd'hui dirigé par le premier ministre Robert Malval. Il y a quelque 25 Canadiens au sein de la mission d'observation civile OEA/ONU, et le Canada a versé 2,3 millions \$ à la mission.

L'aide canadienne : Le Canada a versé 18,34 millions \$ en aide publique au développement (APD) en 1990-1991, dernière année complète pour laquelle Haïti a été admissible à l'aide bilatérale. Il a versé 31 millions en aide humanitaire d'urgence au cours des deux dernières années, et a repris le dialogue avec les autorités légitimes du pays sur les questions de développement.

L'autorité gouvernementale : Le président Jean-Bertrand Aristide. Né en 1953. Poursuit ses études chez les frères Salésiens, puis est ordonné prêtre. De 1982 à 1985, poursuit des études de théologie et de psychologie à l'université de Montréal, au Canada. Élu président le 16 décembre 1990.

Le premier ministre, M. Robert Malval. Né en 1943. Homme d'affaires en vue de Port-au-Prince. A étudié aux États-Unis et en France. Éditeur et éditorialiste. Démocrate, il partage les vues du président Aristide sur la nécessité d'une plus grande justice sociale dans son pays. Il a accepté le poste de premier ministre pour faciliter le ralliement de la classe d'affaires au principe du retour du Président.

La ministre des Affaires étrangères, M^{me} Claudette Marc-Antoine Werleigh. Économiste et sociologue. Études supérieures en Suisse. Secrétaire générale de CARITASE. A travaillé au développement communautaire et est cofondatrice de l'ITECA (Institut technique). Ministre des Affaires sociales du gouvernement de la présidente Trouillot en 1990. Membre du cabinet de M. Préval en 1991.